

# IMPERIAL TOBACCO UTILISE DES GROUPES PARAVENTS

ISABELLE HACHEY - LA PRESSE 17 OCTOBRE 2016

**Le géant du tabac Imperial Tobacco Canada passe par des groupes interposés afin de faire passer ses messages auprès du public et de faire pression sur le gouvernement. Le but ? Tenter de contrer les hausses de taxes et l'adoption de mesures antitabac.**



## UNE CAMPAGNE POUR INSISTER SUR LES DANGERS DE LA CONTREBANDE

Imperial Tobacco Canada utilise des groupes comme l'Association canadienne des dépanneurs en alimentation (ACDA) et sa branche québécoise pour faire passer ses messages auprès du public et pour exercer des pressions sur les gouvernements, révèle un document interne du géant du tabac.

Le document, que La Presse a obtenu, décrit la stratégie d'Imperial Tobacco pour contrer les hausses de taxes et l'adoption de mesures antitabac en insistant sur les dangers que pose la contrebande de cigarettes au Canada.

Le document PowerPoint a été divulgué au début du mois d'octobre à des organismes canadiens de santé publique par un employé de la multinationale British American Tobacco, propriétaire à 100 % d'Imperial Tobacco Canada. Il s'agit de la stratégie de campagne de l'entreprise en matière de lutte contre la contrebande, présentée à la maison mère britannique en 2012.

Parmi les « voix » d'Imperial Tobacco Canada, on y retrouve l'ACDA et la Coalition nationale contre le tabac de contrebande (CNCTC). Ces deux organisations, soupçonnées depuis longtemps par les organismes de santé publique d'être des « groupes paravents » de l'industrie du tabac, refusent catégoriquement de dévoiler la proportion de leur budget provenant d'Imperial Tobacco.

« Les liens étaient bien connus, mais c'est la première fois qu'ils sont si clairement confirmés », dit Cynthia Callard, directrice générale de Médecins pour un Canada sans fumée.

« Les preuves suggèrent fortement que l'ACDA et sa branche québécoise ont été mises sur pied et restent financées par Imperial Tobacco. » - Cynthia Callard

L'ACDA et ses filiales régionales ont été créées il y a une dizaine d'années, au moment où le resserrement des lois antitabac – bannissement des commandites, interdiction de fumer dans les bars et les restaurants – poussait Imperial Tobacco à se tourner vers les dépanneurs pour défendre ses intérêts.

## UNE TACTIQUE QUI N'EST PAS NOUVELLE

Au Canada et ailleurs dans le monde, l'utilisation de groupes paravents est une tactique qui vise à donner un vernis de crédibilité aux arguments d'une industrie qui en possède très peu dans l'opinion publique.

Imperial Tobacco nie toutefois utiliser l'ACDA et la CNCTC comme porte-voix. « On a une relation d'affaires très importante, mais est-ce qu'on a créé ces associations? Non. Elles représentent leurs membres, pas Imperial Tobacco », assure le directeur des communications externes de l'entreprise, Éric Gagnon. Il refuse de dévoiler l'ampleur du financement versé par l'entreprise à ces organisations.

« Nous ne sommes certainement pas un groupe paravent pour Imperial Tobacco », s'indigne le président sortant de l'ACDA, Alex Scholten. Il admet avoir discuté de contrebande avec le cigarettier pour « clarifier ses préoccupations » sur cet enjeu. L'ACDA a aussi mené une campagne contre la contrebande « étant donné l'ampleur des ventes illégales de tabac au Canada ».

« Ces initiatives conjointes ne sont pas inhabituelles dans nos associations. Nous travaillons souvent avec divers manufacturiers et fournisseurs de notre industrie. » - Alex Scholten

La CNCTC, qui n'a pas de directeur ni de personnel, est gérée par une boîte de communication, Impact Affaires publiques. Mario Lavoie, un employé de la boîte, affirme qu'Imperial Tobacco est un membre de la coalition parmi d'autres, refusant de préciser quelle part de son budget lui verse le fabricant de tabac.

## L'OPPOSITION FINANÇÉE PAR L'INDUSTRIE

Depuis quelques semaines, l'industrie du tabac et ses alliés ont entamé une campagne contre l'emballage neutre des cigarettes, une mesure de santé publique adoptée par un nombre croissant de pays et promise par le gouvernement de Justin Trudeau.

La nouvelle campagne fait écho à celle qui a été menée au Royaume-Uni, où l'interdiction des marques et des logos est entrée en vigueur en mai dernier. Or, une récente étude britannique démontre que les trois quarts des individus et des organisations qui se sont opposés à cette mesure au Royaume-Uni avaient reçu un financement des fabricants de tabac. La majorité d'entre eux avait omis de divulguer ce lien financier.

« Un manque troublant de transparence empêche les gouvernements de détecter les intérêts en jeu et crée l'impression d'une large opposition à des politiques qui ont le potentiel de réduire le tabagisme », note la Dre Jenny

Hatchard, auteure de l'étude publiée mardi dans le British Medical Journal (BMJ Open).

La codirectrice de la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac, Flory Doucas, met en garde contre cette impression créée de toute pièce par les cigarettiers :

« On pense que l'industrie du tabac n'a plus l'influence qu'elle avait jadis, mais on voit clairement qu'elle en a encore lorsqu'elle utilise des groupes façades. »

## LE PROJET M & M

En 2012, Imperial Tobacco Canada a utilisé des municipalités pour faire pression sur le gouvernement du Québec. Par l'entremise de l'Association québécoise des dépanneurs en alimentation (AQDA), le fabricant de tabac a sollicité l'appui de dizaines de municipalités dans sa campagne contre la contrebande de cigarettes. Selon un document interne, Imperial Tobacco Canada a appelé cette stratégie le

« Projet M & M » puisqu'il visait à « Mobiliser les Municipalités afin de pousser le gouvernement à l'action ». L'AQDA s'est servie de l'appui qu'elle avait récolté

auprès des villes contre la contrebande pour exiger... un gel des taxes provinciales sur les cigarettes. « Augmenter les taxes sur le tabac ne ferait qu'empirer le problème », lisait-on dans une publicité pleine page achetée dans Le Soleil, le 16 novembre 2012. « Les municipalités se sont vraiment fait avoir, estime Flory Doucas. Pour nous, il était déjà clair que l'AQDA était un groupe façade de l'industrie du tabac. Mais de voir Imperial Tobacco aussi intimement lié à ses campagnes, c'est un signal d'alarme. »

## EMBALLAGE NEUTRE DES CIGARETTES

### LES FAUX ARGUMENTS DE L'INDUSTRIE DU TABAC

**L'industrie du tabac et ses alliés ont entamé une campagne contre l'introduction de l'emballage neutre des cigarettes au Canada. Nous avons soumis leurs arguments à l'épreuve des faits.**

#### L'ÉCHEC DE L'EXPÉRIENCE AUSTRALIENNE

Selon l'Association canadienne des dépanneurs en alimentation (ACDA), l'emballage neutre ne réduira pas le taux de tabagisme. « Les faits prouvent qu'il a échoué dans le seul pays où il a été essayé », lit-on sur son site web, effetsnondésirés.ca, spécialement créé pour combattre cette mesure de santé publique.

#### VÉRIFICATION FAITE

En février 2016, le gouvernement australien a publié un rapport de suivi, quatre ans après l'entrée en vigueur de l'emballage neutre au pays. Ses conclusions sont claires : « Toutes les données majeures examinées montrent des baisses continues dans la prévalence du tabagisme en Australie. » Bien que ces baisses ne puissent être entièrement attribuées à l'emballage neutre – plusieurs mesures antitabac ayant été mises en place en Australie –, des analyses spécifiques montrent qu'il a contribué à ce déclin. Le rapport conclut que « l'emballage neutre réalise son objectif d'améliorer la santé publique en Australie et devrait avoir un impact substantiel pour la santé publique dans le futur ».

#### LA FLAMBÉE DE LA CONTREBANDE

Dans une campagne lancée le 19 septembre, JTI-MacDonald déplore « l'expérience ratée » de l'Australie, où « les ventes illégales ont bondi de 21 %. Si la même situation survient au Canada, il en coûtera 330 millions de dollars de plus aux contribuables canadiens ».

#### VÉRIFICATION FAITE

Les rapports gouvernementaux réalisés après l'introduction de l'emballage neutre ne révèlent aucune augmentation massive du commerce illicite du tabac en Australie. Selon l'Australia National Drug Strategy Household Survey, moins de 3,6 % des fumeurs ont rapporté faire usage de tabac illicite en 2013. Ils étaient d'ailleurs moins nombreux à le faire qu'avant l'introduction de l'emballage neutre, en 2010. Dans son rapport de suivi, le gouvernement a souligné en février 2016 que toutes les études « révisées par les pairs » n'avaient trouvé « aucune preuve de l'augmentation de l'usage de cigarettes de contrebande ».

#### LES ÉTUDES LE PROUVENT

Sur son site web, l'ACDA va plus loin que JTI-MacDonald en affirmant qu'« une étude de 2015 effectuée par KPMG a démontré que la consommation de tabac illégal de contrebande en Australie avait bondi de 30 % au cours des deux années précédentes ».

#### VÉRIFICATION FAITE

Une série d'études de KPMG laissent entendre que la contrebande a en effet explosé en Australie. Ces études ont été commandées par British American Tobacco, Philip Morris et Imperial Tobacco. Dans un « avis important » publié en préambule, KPMG souligne d'ailleurs répondre au « mandat spécifique » que lui ont donné les trois multinationales ; les études ne devraient donc pas être invoquées « pour tout autre objectif ». En mai 2014, la firme a cru bon prendre ses distances, précisant que son rapport avait été « déformé par d'autres, sans [son] consentement, pour suggérer qu'il soutenait la thèse selon laquelle l'emballage neutre pourrait mener à l'augmentation de la contrebande du tabac ».

#### LA VIOLATION D'UN DROIT CONSTITUTIONNEL

Imperial Tobacco Canada considère que « la banalisation de l'emballage mène à une privation de droits de propriété intellectuelle importante et constitue clairement une violation de la liberté d'expression, un droit si fondamental qu'il est enchâssé dans la Constitution canadienne ».

#### VÉRIFICATION FAITE

Les multinationales du tabac ont poursuivi les gouvernements d'Australie et du Royaume-Uni sous prétexte qu'ils brimaient leurs libertés en les forçant à vendre leurs cigarettes dans un emballage neutre. Leurs arguments ont été rejetés par les plus hautes cours des deux pays. Ces échecs n'empêchent pas les cigarettiers de songer à poursuivre Ottawa. « Si le gouvernement s'approprie les marques de commerce, c'est certainement une option qu'on sera obligé d'envisager », dit Éric Gagnon, d'Imperial Tobacco. Dans ce cas, les tribunaux devront déterminer si vendre un produit mortel dans l'emballage de son choix est un droit constitutionnel.